

La mer Noire, nouveau carrefour stratégique de l'Europe ?

Entretien avec Cyrille Bret

Directeur EurAsia Prospective, expert à l'Institut Montaigne

Longtemps perçue comme périphérique, la mer Noire est désormais un espace clé pour l'Union européenne (UE). Face aux ambitions russes, aux intérêts turcs et aux fragilités des États riverains, l'UE cherche à affirmer sa présence militaire, économique et énergétique. La stratégie de 2025 marque un tournant : une Europe déterminée à empêcher que ce carrefour entre Europe, Caucase et Asie centrale ne devienne un « lac turco-russe ».

Quels sont les enjeux qui se dessinent en mer Noire, cet espace géopolitique central mais encore perçu en France comme une lointaine mer périphérique ?

En mer Noire, les Européens ont plusieurs tempêtes réelles ou potentielles à affronter. La première est celle des frictions inévitables avec deux puissances militaires de premier rang, la Fédération de Russie et la République de Turquie, qui sont soit hostiles (Russie), soit en tension avec les intérêts propres des Européens (Turquie) : élargissement, partenariat oriental, diffusion des normes européennes de gouvernance, accès au Caucase, lien avec l'Asie centrale, etc. La deuxième tempête est celle de la guerre russo-ukrainienne, qui a transformé les espaces maritimes, aériens et cyber de la région en champ de bataille : l'enjeu pour les Européens est d'assurer la libre navigation et la circulation, de garantir la protection contre la pollution et la connectivité, de défendre la souveraineté de deux de ses États membres (Bulgarie et Roumanie) sur leurs espaces maritimes et de soutenir la souveraineté des pays candidats de la zone (Ukraine, Moldavie, Géorgie).

“La mer Noire est devenue, depuis plus d'une décennie, un espace contesté sur tous les plans, militaires, économiques, etc.”

Autant dire que la navigation stratégique européenne en mer Noire est difficile, mais essentielle à plusieurs dynamiques en cours à Bruxelles : élargissement, politique de voisinage et développement économique. Quant à la posture stratégique de la France dans la zone de la mer Noire, j'introduirais une nuance sur la question : la zone de la mer Noire ne se trouve assurément pas dans l'arrière-cour traditionnelle de la diplomatie et des armées françaises. Mais son importance est prise en compte, notamment à la faveur du déploiement de militaires français en Roumanie au sein du groupement tactique multinational de l'OTAN.

Comment l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, puis la guerre en Ukraine à partir de 2022, ont-elles transformé les équilibres de puissance en mer Noire ?

L'annexion de la Crimée par la Russie a conféré à la Fédération un poids stratégique structurel renforcé dans la zone. La Crimée donne traditionnellement un avantage à la puissance qui la maîtrise, même de facto, pour le contrôle des flux de la mer Noire septentrionale et pour peser en Europe centrale. Par exemple, la Russie a gagné en influence sur la région d'Odessa, sur les zones pétrolières offshore de Roumanie et sur les liens maritimes avec le Caucase grâce à cette annexion illégale.

Toutefois, les succès militaires remportés par les forces ukraines sans flotte militaire à l'aide d'engins téléguidés, autonomes ou semi-autonomes ont rééquilibré le rapport de force en mer.

Mais une conclusion s'impose : la mer Noire est devenue, depuis plus d'une décennie, un espace contesté sur tous les plans, militaires, économiques, etc.

Trois ans après le début de la guerre en Ukraine, l'UE élabore une stratégie pour la mer Noire afin d'y renforcer sa présence militaire et économique. En quoi cette stratégie diffère-t-elle des initiatives précédentes, et quels en sont les principaux axes et enjeux ?

Cette stratégie, présentée en mai 2025, reprend de nombreux éléments déjà portés par l'UE dans les instances de gestion de l'espace de la mer Noire, notamment en matière de développement des échanges

économiques et de la protection des espaces naturels. Elle tient toutefois compte de la nouvelle donne géopolitique induite par l'annexion de la Crimée (2014), l'invasion de l'Ukraine (2022) et les nouvelles candidatures à l'UE (Moldavie, Ukraine, Géorgie). Si l'on voulait résumer la nouveauté de cette stratégie, on pourrait souligner l'importance accordée par l'UE aux flux de toute nature. L'UE se positionne clairement comme gardienne et créatrice de flux dans l'espace de la mer Noire : elle donne la priorité à la sécurité maritime, essentielle pour les échanges commerciaux entre le Caucase, l'Asie centrale et l'Europe. Le développement des connectivités avec les États riverains, notamment dans le domaine des télécommunications, constitue également une priorité affichée de l'Union européenne.

En un mot, l'UE entend soutenir la vocation de transit de la mer Noire afin d'éviter son confinement et, in fine, sa fermeture. La priorité de l'Europe est que la mer Noire ne devienne ni une impasse ni un lac turco-russe.

Dans quelle mesure la création d'un pôle de sécurité maritime à Constanța, en Roumanie, contribue-t-elle à la militarisation de la mer Noire, et comment reflète-t-elle les ambitions stratégiques et de défense de l'UE dans la région ? Sécurité maritime et militarisation sont liées mais bien distinctes. Pour assurer la sécurité maritime de la zone, des moyens militaires sont mobilisés et programmés par l'UE. Toutefois, les retards capacitaire de la Roumanie et de la Bulgarie font que les Européens sont loin de contribuer à une course aux armements dans la zone.

“L'UE entend soutenir la vocation de transit de la mer Noire afin d'éviter son confinement et, in fine, sa fermeture. La priorité de l'Europe est que la mer Noire ne devienne ni une impasse ni un lac turco-russe.”

D'une part, l'UE s'inscrit dans le respect de la Convention de Montreux de 1936, qui limite la présence militaire externe en mer Noire dans le temps et en nombre d'unités. D'autre part, l'UE mobilise d'autres moyens que militaires (imagerie satellitaire, garde-côtes, etc.) pour assurer la sécurité maritime, que ce soit en mer Noire ou en mer Baltique. L'ambition de l'UE en mer Noire est avant tout défensive et vise à protéger les flux plutôt qu'à mener des opérations offensives.

Après la déroute de la flotte russe en mer Noire face à l'armée ukrainienne, la marine de guerre turque est redevenue la plus puissante de la région. Celle-ci peut-elle, en tant qu'alliée de l'OTAN, favoriser en mer Noire l'affirmation d'une présence européenne ou s'y opposer ? Si la stratégie de l'UE de mai 2025 confère à la Turquie le statut de « partenaire stratégique », elle n'entend

pas s'appuyer sur ses capacités militaires ou civiles pour défendre les intérêts des États membres dans la région. Autrement dit, la stratégie turque en mer Noire est avant tout destinée à promouvoir ses propres intérêts nationaux, et non ceux de l'UE.

Les opérations maritimes et navales en mer Noire sont importantes pour la Turquie mais ne sont pas prioritaires. En effet, la Turquie y entretient avant tout son lien maritime avec le Caucase et, au-delà, avec l'Asie centrale. Mais ses opérations prioritaires se déroulent en mer Égée, en Méditerranée orientale (autour de Chypre), en Cyrénáïque et en Afrique orientale. La posture maritime et navale turque en mer Noire sera donc proportionnée à ses propres priorités et aux retards capacitaire des États membres de l'UE dans la zone. Aujourd'hui, pour la Turquie, l'UE n'est pas une rivale maritime de premier plan dans l'espace de la mer Noire.

L'exploitation à venir du gisement de gaz roumain « Neptun Deep » en mer Noire pourrait-elle renforcer ou fragiliser la sécurité énergétique et les intérêts stratégiques de l'UE dans la région ?

L'exploitation de ressources gazières d'un État membre contribuera à la « dé-russification » des approvisionnements européens en matière d'hydrocarbures. Mais, comme toute infrastructure ou zone critique, elle nécessite une protection effective : cela réclame des autorités roumaines, des alliés de l'OTAN et des États membres de l'UE un réinvestissement stratégique évident. À défaut, ce gisement pourrait devenir un talon d'Achille (une zone vulnérable) pour l'UE.

Toute la question est de savoir si sa protection sera assurée de façon suffisamment dissuasive pour éviter les frictions, les sabotages, les actions hostiles et même le ciblage par des forces hostiles à la Roumanie et à l'UE.

Comment l'UE peut-elle concilier ses besoins énergétiques et sa stratégie de réduction de dépendance vis-à-vis de la Russie, compte tenu

de l'existence du gazoduc TurkStream permettant au gaz russe d'approvisionner, via la Turquie, plusieurs pays d'Europe centrale et des Balkans ? Cette question excède largement la stratégie de l'UE en mer Noire. Elle engage un effort général de réorientation des approvisionnements énergétiques classiques de l'UE vers d'autres régions (Algérie, Qatar, États-Unis) et des programmes de décarbonation des sources d'énergie (nucléaire, éolien, photovoltaïque). Un tel enjeu régional et sectoriel ne peut être résolu qu'à des échelles continentales et globales.

“L'ambition de l'UE en mer Noire est avant tout défensive et vise à protéger les flux plutôt qu'à mener des opérations offensives.”

Quels défis politiques, économiques et techniques l'UE doit-elle surmonter pour faire de la mer Noire un axe stratégique de connectivité entre l'Europe, le Caucase et l'Asie centrale ?

Pour peser en mer Noire, comme ailleurs, l'UE doit surmonter ses propres faiblesses et jouer de ses atouts. Ses faiblesses sont bien identifiées : taille réduite des flottes roumaine et bulgare, sous-investissements dans les infrastructures portuaires, priorité donnée à la Baltique et à l'Atlantique, etc. La prise de conscience est en cours, reste à savoir si les moyens seront effectivement mobilisés.

Cependant, l'UE dispose d'atouts propres qui pourraient, à terme, renforcer sa posture dans la région : elle déploie une approche globale de la question (sécurité, sécurité civile, développement durable, développement économique, infrastructures) ; elle est capable de mobiliser des capitaux et des investisseurs locaux en lien avec des investisseurs externes ; elle joue l'avenir de son élargissement dans la zone...

Entretien réalisé par Tea Katukia

